

Isabelle Mandraud et Julien Théron

POUTINE,
LA STRATÉGIE DU DÉSORDRE

Tallandier

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4573-6

Introduction

Septembre 2020. Vladimir Poutine expose, inflexible, sa vision de l'ordre international devant les drapeaux de la Russie et des Nations unies accolés. Il s'adresse au monde pour le 75^e anniversaire de l'Assemblée générale de l'organisation depuis Moscou, par écran interposé, dans un contexte contraint par la pandémie mondiale. Cette distance ne doit pas être pour lui déplaire, le chef du Kremlin n'ayant pas remis les pieds à New York pour cet exercice pendant treize ans, à une exception près. En ce mois de septembre, il se fait le hérault de « l'égalité des États souverains, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le droit des peuples à déterminer leur propre avenir, le non-recours à la force ou à la menace de la force et le règlement politique des différends¹ ». Soulignant l'avènement d'un monde « compliqué, multipolaire et multidimensionnel », sa stratégie s'inscrit précisément, depuis vingt ans, dans ces « zones grises, vagues de l'arbitraire et de l'illégitimité » qu'il récuse pourtant dans son discours.

À son arrivée au pouvoir, le nouveau chef du Kremlin présentait le visage d'un fonctionnaire jeune, quarante-six ans, symbole du renouveau politique russe. Certes encore

empreint d'une raideur soviétique, il bénéficiait alors d'une étiquette libérale conférée par ses quelques années passées au service du premier maire élu de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, coauteur de la première Constitution de la Russie postsoviétique. Il traînait bien un peu un parfum d'affaires douteuses derrière cet ancien officier du Comité de sécurité d'État (KGB), devenu l'adjoint du maire chargé des relations économiques, mais à part quelques élus locaux qui le somment, en mai 1992, de s'expliquer sur la disparition de 100 millions de dollars², qui s'en soucie ? Les années 1990 en Russie sont celles où la mafia règne dans tous les domaines. Une armée de conseillers politiques et d'oligarques l'a choisi, lui, pour succéder à Boris Eltsine, usé et malade. Nommé par intérim en décembre 1999, Vladimir Poutine est élu en mars, et devient président le 7 mai 2000.

Entre ces deux étapes, une main se lève. « *Who is Mister Putin ?* » interroge la journaliste américaine Trudy Rubin lors du Forum économique de Davos qui réunit début 2000, comme chaque année en Suisse, le gratin mondial de la politique et des finances. En face d'elle, la délégation de hauts responsables russes ainsi interpellée reste muette. Personne ne sait ou ne veut répondre. Cette interrogation ne cessera pourtant pas de hanter l'Occident.

Après vingt ans de pouvoir, Vladimir Poutine, la soixantaine passée, reste un inconnu. C'est un dirigeant froid, inaccessible. Sa vie privée est un tabou. Tout juste sait-on qu'il a deux filles, Maria, née en 1985 à Leningrad, et Ekaterina, née l'année suivante dans l'ex-République démocratique allemande (RDA) où il se trouvait en poste, et qu'il a divorcé de son épouse, Lioudmila Chkrebneva, une ancienne hôtesse de l'air. On lui prête parfois une liaison ici et là, mais rien ne transparait vraiment. Aucune femme ne l'accompagne

jamais en marge des événements internationaux. Sa santé ne fait l'objet d'aucun bilan officiel, malgré des absences inexplicables qui font bruisser Moscou de rumeurs.

Du bout des lèvres, Vladimir Poutine s'est livré à quelques confidences avec trois journalistes russes³ pour les besoins de sa première campagne présidentielle tandis qu'il assumait l'intérim au Kremlin. Peu d'anecdotes sur son enfance, hormis le fait qu'il habitait avec ses parents dans un espace de 27 m² au sein d'un appartement communautaire, quelques éléments sur sa fascination pour le monde du renseignement – et le judo –, deux ou trois choses sur son parcours politique : ses réponses n'offrent qu'une vision très partielle du personnage. C'est encore le violoncelliste Sergueï Roldouguine qui en parle le mieux, lorsque son ami d'enfance lui racontait, « avec quelle douleur et quelle indignation », l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et son désir de quitter le KGB : « Volodia [diminutif de Vladimir] parlait avec beaucoup de sincérité, et à vrai dire, je l'ai cru. Mais je vois mal comment une personne peut faire abstraction des connaissances et des informations qu'elle a accumulées pendant tant d'années. Évidemment, il est possible de quitter une telle organisation, mais la vision des choses, la mentalité forgées par ce travail restent⁴. »

Aujourd'hui, le doute n'est plus d'actualité. Le chef du Kremlin demeure profondément marqué par son héritage KGBiste. Lorsqu'il arrive au pouvoir, Vladimir Poutine n'a pas les moyens de ses ambitions. Le retard de la Russie postsoviétique reste considérable et nécessite une restructuration politique et économique profonde, qui prendrait trop de temps pour reconquérir sa place perdue de puissance égale aux États-Unis. Le chemin qu'il choisit est tout

autre : transformer l'ordre international tout en étendant son pouvoir sur la société russe.

À l'été 2020, en dépit de l'épidémie de Covid-19 qui paralyse le monde, le président russe change le visage du pays. Le 1^{er} juillet, au terme d'un référendum étalé sur sept jours, la Constitution de la Fédération de Russie est fondamentalement modifiée. Éclipsées par la « remise à zéro⁵ » du compteur des mandats jusqu'ici effectués par le chef du Kremlin – ce qui lui permet en théorie de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2036 –, d'autres dispositions, introduites par le président lui-même, bouleversent l'esprit du texte adopté en 1993, première constitution démocratique de la Russie. La foi en Dieu cohabite désormais avec le principe de laïcité⁶ ; l'institution du mariage se limite à l'union d'un homme et d'une femme, fermant ainsi la porte à l'union légale homosexuelle ; la valorisation du passé est inscrite dans les tables de la loi fondamentale comme une obligation – le pays « honore la mémoire des défenseurs de la Patrie et garantit la défense de la vérité historique » ; seule la langue russe est constitutive de l'État.

La Fédération de Russie se dit aussi l'unique successeur de l'URSS. L'État assure l'éducation patriotique, la défense des compatriotes russes résidant à l'étranger et la protection de la culture russe, présentée comme un héritage unique d'une nation pourtant multiethnique. C'est un tournant conservateur et nationaliste majeur, mais ce n'est pas le seul. À l'avenir, la nouvelle Constitution consacre également la primauté absolue du droit russe sur le droit international.

Le chef du Kremlin s'assure ainsi que le système de gouvernance qu'il a construit depuis deux décennies lui survivra, quel que ce soit son avenir à la tête du pays. Cette nouvelle Constitution, déclare-t-il dans son adresse à la nation, le

23 juin 2020, doit permettre de graver dans le marbre le système poutiniste « pour des décennies à venir⁷ ». Il n'a eu aucun mal à l'imposer. Avec ses stands de loterie et de kermesse, ses bureaux de vote en plein air, ou à domicile, et les multiples entorses constatées, la « consultation populaire » par référendum, qui s'est achevée par plus de 77 % d'approbation, a été conforme aux autres scrutins, c'est-à-dire parée d'un vernis démocratique, mais sans aucun suspens.

Une étape supplémentaire est franchie en novembre 2020 avec l'introduction d'un projet de loi destiné à étendre l'impunité aux anciens présidents au-delà de leurs mandats. Selon Andreï Klichas, président de la Commission chargée de veiller aux réformes constitutionnelles à la chambre haute du Parlement russe, le texte exclut toute limitation dans le temps⁸. Autrement dit, le chef du Kremlin s'assure ainsi une immunité totale. Cette initiative est intervenue moins d'une semaine après qu'il a lui-même déposé un premier texte devant assurer un siège de sénateur à vie aux anciens présidents. Une double garantie.

Au pouvoir depuis plus de deux décennies, ce qui lui confère la plus longue longévité au sommet de l'État depuis Staline, Vladimir Poutine a depuis longtemps éradiqué toute forme d'opposition interne. Les candidats supposés représenter une menace pour le pouvoir sont systématiquement empêchés sous divers prétextes de se présenter aux élections. Ou pire. Boris Nemtsov, ex-gouverneur de Nijny-Novgorod et ancien ministre de Boris Eltsine devenu la voix la plus critique de Vladimir Poutine, est assassiné de plusieurs balles, au pied du Kremlin, le 27 février 2015. Cinq ans après, le 20 août 2020, Alexeï Navalny, pourfendeur de la corruption du régime et opposant n° 1 au Kremlin, est victime d'une tentative d'empoisonnement

alors qu'il s'apprêtait à rejoindre par avion ses partisans en Sibérie. En Allemagne, où il a été transporté dans le coma à la demande de sa femme, les médecins ont confirmé avoir relevé dans ses urines et son sang, ainsi que sur la bouteille qu'il avait en sa possession, des traces de Novitchok, un puissant agent innervant militaire déjà utilisé dans la tentative de meurtre en 2018, au Royaume-Uni, contre l'ancien agent double Sergueï Skripal.

Dans les deux cas, l'élimination ou la tentative d'élimination des deux figures russes de l'opposition correspond à des moments bien précis. Tout comme l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa, le 7 octobre 2006 – jour anniversaire de Vladimir Poutine –, avait un rapport avec la guerre russo-tchétchène, le meurtre de Boris Nemtsov, qui était sur le point de rendre public un dossier accusateur sur Poutine et la guerre⁹, est lié à l'Ukraine. L'empoisonnement d'Alexeï Navalny, lui, est associé à la Biélorussie. Vladimir Poutine redoute en effet plus que tout la contagion, en Russie, des mouvements de contestation, surtout lorsqu'ils émanent de populations proches. Or, après les manifestations de l'hiver 2013-2014 à Kiev, qui ont abouti à un changement de pouvoir et à la fuite du président ukrainien contesté, Viktor Ianoukovitch, c'est au tour des Biélorusses, à l'été 2020, de descendre massivement dans les rues de Minsk pour protester contre la réélection entachée de fraudes de leur dirigeant, Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994. La riposte du Kremlin sonne comme une gifle : la Russie, annonce le président russe, a constitué des forces spéciales prêtes à intervenir « si des éléments extrémistes, sous couvert de slogans politiques, dépassent les bornes¹⁰ ». Moscou a déjà envoyé ses journalistes remplacer des collègues biélorusses réticents, officiellement à la demande de Minsk.

Pour beaucoup, la coupe est pleine. Comme l'écrit fort justement le politiste russe Andreï Kolesnikov, associé au centre de réflexion Carnegie à Moscou, « franchir les lignes rouges est devenu un sport politique national en Russie¹¹ ». L'empoisonnement d'Alexeï Navalny et l'immixtion dans les affaires biélorusses s'ajoutent, souligne-t-il, à l'annexion de la Crimée, la guerre dans le Donbass, la destruction de l'avion civil de la Malaysia Airlines MH17, l'assassinat de Boris Nemtsov, l'ingérence dans les affaires d'autres États, l'affaire Skripal, le déploiement tous azimuts des mercenaires Wagner. Toute demande d'éclaircissements sur plusieurs de ces événements retentissants engendre systématiquement des réactions de déni de l'État russe et des contre-feux alimentés par une propagande à la limite de l'hystérie. De toute façon, Vladimir Poutine « couvre ».

Les prétendues enquêtes sur tous ces points ne remontent jamais jusqu'aux commanditaires. Les agents des services secrets, même quand ils sont soupçonnés du pire, sont récompensés, tel Andreï Lougovoï, promu député après l'empoisonnement au polonium d'Alexandre Litvinenko, un ancien du renseignement russe décédé à Londres en novembre 2006. D'autres sont accueillis en héros à l'image des « illégaux » Andreï Bezroukov et Elena Vavilova, incarnés dans la célèbre série américaine *The Americans*. Expulsé des États-Unis en 2010, le couple a été reçu à son retour en Russie avec tous les honneurs par Vladimir Poutine en personne. « Il est tout à fait clair que l'externalisation des meurtres, des passages à tabac, des trolls et des provocations est une part croissante du business des “marchés publics”, écrit Andreï Kolesnikov. Alors que le système russe est passé de l'hybride à l'autoritarisme pur, la propagande est devenue plus grossière, la contre-propagande de plus en

plus agressive et les mensonges de plus en plus effrontés. Personne ne se retient plus, car la Russie est *de facto* en guerre froide avec l'Occident. Bien entendu, cela ne ressemble pas à une guerre froide classique. Mais c'est encore pire : elle se déroule sans règles¹². » Toutes les tentatives de *reset*, cette remise à plat des relations tentée en 2008 par l'Américain Barack Obama, puis par le Français Emmanuel Macron en 2019, se heurtent à cette réalité : sur le pied de guerre, le partenaire russe est d'autant moins disposé à « dialoguer » qu'il perçoit les démocraties fragilisées par la montée des courants populistes.

En traitant ses opposants comme des lépreux, sans même daigner prononcer une fois le nom d'Alexeï Navalny, Vladimir Poutine n'est cependant pas à l'abri d'une contestation grandissante de son pouvoir sur la scène intérieure russe. Les manifestations de l'hiver 2011-2012 à Moscou et à Saint-Pétersbourg, celles du printemps 2017 partout sur le territoire, de 2018 sur l'impopulaire réforme des retraites, de 2019 dans la région de Khabarovsk, constituent autant de signaux d'alerte. La génération des jeunes Russes qui ont aujourd'hui vingt ans n'a connu qu'un seul président.

Le Kremlin ne se livre certes pas à une répression de masse, comme autrefois, mais il exerce une répression sélective en choisissant des « exemples » qui sont autant de messages envoyés à l'ensemble de la population. Ici, c'est un manifestant, Evgueni Kovalenko, condamné à trois ans et demi de colonie pénitentiaire, là, c'est un metteur en scène de renom, Kirill Serebrennikov, placé en résidence surveillée, ou encore là, un historien, Iouri Dmitriev, harcelé par la justice, détenu, libéré, à nouveau arrêté... Dans ces conditions, que vaut la popularité dont se prévaut le chef du Kremlin ?

Vladimir Poutine, mû par un désir de revanche après l'effacement de la Russie comme acteur central d'un monde bipolaire, n'a cessé d'accroître son emprise sur la société russe tout comme sur les pays voisins relevant de son « étranger proche ». En 2008, au terme d'une guerre éclair de quelques jours, la Géorgie a été amputée de 20 % de son territoire après la reconnaissance unilatérale par Moscou de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, venant ainsi grossir les rangs des conflits postsoviétiques comme celui de Transnistrie en Moldavie. En 2014, l'Ukraine a perdu la Crimée, purement et simplement annexée, tandis qu'un conflit armé – non résolu à ce jour – a ravagé le Donbass, à l'est du pays, dominé par des insurgés pro-russes. Le chef du Kremlin dénonce l'encerclement de la Russie par les forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), mais il dénie surtout le droit aux anciennes républiques et satellites de l'URSS de choisir librement leur adhésion. Et l'antagonisme ancien ravivé contre les États-Unis s'étend à toute l'Europe lorsque Vladimir Poutine constate qu'il ne parvient pas, malgré tous ses efforts, à briser le consensus des Vingt-Huit, puis des Vingt-Sept, sur les sanctions décidées en réaction aux événements d'Ukraine.

En 2015, l'intervention militaire en Syrie, la première loin des frontières de la Russie depuis la guerre d'Afghanistan (1979-1989), lui sert de tremplin. Sous couvert de « lutte antiterroriste », Vladimir Poutine soutient son allié Bachar al-Assad, bourreau de son peuple qui n'hésite pas à recourir aux armes chimiques, pour signifier qu'il ne tolérera plus la politique de *regime change*. Le théâtre syrien, terrain d'expérimentation d'une armée russe modernisée, est d'abord et avant tout celui d'une confrontation avec des Occidentaux hésitants et craintifs. La léthargie de Barack Obama,

davantage préoccupé par la politique intérieure américaine, les attermolements des Européens Angela Merkel, François Hollande ou David Cameron, pris dans des débats houleux sur l'afflux de migrants, ou tétanisés par les attentats en France, lui ouvrent les portes d'un retour spectaculaire sur la scène internationale.

Plus l'Occident tempère, plus Vladimir Poutine avance. Il n'a pas à s'occuper, lui, d'une alternance démocratique qui fait valser les autres dirigeants. Et s'il ne peut mettre à plat leur système de gouvernance honni, ni même concurrencer sur le plan économique ou technologique cet Occident désigné comme l'adversaire, il va mobiliser toutes les ressources apprises durant sa formation d'officier du KGB. Il n'a rien oublié. « Le groupe du FSB que vous avez envoyé en mission d'infiltration au sein du gouvernement est en train de réussir sa première étape¹³ », avait paru plaisanter Vladimir Poutine en quittant en 1999 la direction de ces services de sécurité héritiers du KGB, pour rejoindre le Kremlin. *A posteriori*, la boutade ne semble plus en être une. Les *siloviki*, comme l'on nomme en Russie les membres des forces sécuritaires et militaires, sont aujourd'hui au pouvoir, à tous les postes stratégiques du pays.

L'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016, documentée dans le rapport du procureur spécial Robert Mueller (seule la collusion avec Donald Trump n'a pas été prouvée), n'est qu'une facette, certes spectaculaire, de l'activité agressive développée par la Russie sous la direction de Vladimir Poutine. En les adaptant à la mondialisation et aux moyens modernes, tous les mécanismes du désordre, la manipulation, l'exploitation des guerres mémorielles, la propagande, les cyberattaques, les trolls, les agents d'influence, le mensonge, les manœuvres de déstabilisation

INTRODUCTION

sont utilisés et mis en pratique aux États-Unis, en Europe, dans l'ex-espace soviétique, en Syrie, en Afrique, et jusque dans le Grand Nord, au-delà du cercle polaire.

La Russie est en guerre. Du moins le Kremlin considère-t-il ainsi le combat qu'il a initié contre la démocratie, dans son pays comme ailleurs. Dans cette lutte incessante mais jamais avouée, Moscou peut compter sur des alliés objectifs de plus en plus nombreux, comme la Chine ou d'autres pays « tombés » les uns après les autres dans un autoritarisme plus ou moins dur : Recep Tayyip Erdoğan en Turquie, Rodrigo Duterte aux Philippines, Abdel Fattah al-Sissi en Égypte, Narendra Modi en Inde, Viktor Orbán en Hongrie, Donald Trump aux États-Unis ou Jair Bolsonaro au Brésil. « Le mot virus me vient à l'esprit parce que c'est quelque chose qui se transmet partout et qui s'adapte à toute sorte de pays », relève le diplomate français Michel Duclos¹⁴. Tous jouent selon lui une même « petite musique » à l'encontre des droits fondamentaux et de la démocratie, auxquels ils opposent des valeurs traditionalistes et nationalistes au travers d'appels incantatoires au peuple. Vladimir Poutine, pour qui la pensée libérale est devenue « obsolète¹⁵ », est un précurseur de cette révolution autoritaire mondiale et plurielle, un redoutable organisateur du travail de sape de l'ordre international tel qu'il a été dessiné après guerre. Et pour cela, il a conçu et mis en œuvre une redoutable stratégie du désordre.

LES MÉCANISMES DU DÉSORDRE

Le poutinisme, un village Potemkine

Demander à ceux qui étudient la Russie depuis des décennies « Qu'est-ce que le poutinisme ? » aboutit rarement à une réponse claire, et elle n'est jamais la même. Qu'est-ce que le poutinisme en effet, sinon l'adhésion à Vladimir Poutine ? Comment décrypter ce qui anime cet ancien lieutenant-colonel du KGB, et appréhender un régime politique qui cultive le flou par une communication lénifiante ? Existe-t-il des idées derrière les images de propagande ? Ou le poutinisme n'est-il au fond qu'une méthode autoritaire ?

Contrairement aux régimes totalitaires, dont l'emprise pénètre jusqu'aux tréfonds de la conscience de chaque individu, ou aux dictatures classiques, qui assument la coercition, les régimes autoritaires tentent de faire croire à leurs peuples qu'ils vivent dans une démocratie. Leur caractère autocratique vient du fait que les dirigeants s'appuient sur de nombreux leviers de contrôle politique qu'ils actionnent de manière discrétionnaire, afin de conserver le pouvoir indéfiniment. En apparence, il est donc facile de prendre ces régimes pour de vraies démocraties, voire des démocraties

exemplaires si on croit à la propagande qu'ils diffusent à travers une scène médiatique largement sous contrôle.

Des élections sont organisées, avec un semblant de multipartisme. Quelques partis historiques permettent de mettre en scène la magnanimité du régime face à une opposition tolérée mais jamais très dangereuse. On peut même consentir à accepter un vent de fraîcheur, en laissant quelques vrais ou faux opposants tenter leur chance. Quelques médias indépendants peuvent travailler – on se contente de l'omerta au sein du régime, de la dénégation, et au besoin de la calomnie et de la menace. Des voix sont libres de s'exprimer : artistes, hommes d'affaires, personnalités, dans une certaine mesure. Mais dès qu'un réel danger se profile, le ton se durcit.

Les régimes autoritaires mettent en scène des éléments symboliques camouflant la situation réelle de l'État de droit, du système électif et des libertés publiques. La propagande et le contrôle de la population sont puissants, grimés en information libre et en protection de la société. En d'autres termes, on monte un décor de carton-pâte. C'est l'essence même du régime de Vladimir Poutine.

UNE MYTHOLOGIE HOMÉRIQUE

À la fin du XVIII^e siècle, Catherine II la conquérante a étiré les frontières européennes de la Russie au détriment de la Pologne et de l'Empire ottoman, en parvenant notamment à conquérir un territoire tatar de la mer Noire, sous suzeraineté ottomane depuis le XV^e siècle. En 1783, l'impératrice décide de l'annexer, en violation du traité de Koutchouk-Kaïnardji conclu avec les Turcs. La Crimée est ainsi conquise. Mais lorsque l'impératrice décide de visiter cette *Novorossia*

(« Nouvelle Russie »), le feld-maréchal Grigori Potemkine, ministre de la Guerre et artisan de l'annexion, fait ériger des panneaux représentant des villages modèles fictifs. Bien que cette anecdote ait été largement contestée, l'expression est restée pour désigner le camouflage de ce qu'il ne faut pas voir.

En démocratie, le peuple est souverain. Les régimes autoritaires doivent donc lui faire croire à sa souveraineté dans un décor théâtral suffisamment glorieux et divertissant pour qu'il accepte de maintenir le pouvoir en place, pendant qu'il manœuvre dans l'ombre. Le poutinisme suit cette logique.

Vladimir Poutine chevauche la toundra sibérienne, torse nu. Un autre jour, il est en treillis, un fusil à lunette dans les mains. Il remonte d'une plongée sous-marine une amphore du VI^e siècle, qu'il aurait découverte en mer Noire. Il enchaîne des mises à terre de judokas ceinture noire, ou bien il pilote un chasseur Su-27 vers la Tchétchénie. Le voici aussi avec une Kalachnikov AK-74M, doigt sur la gâchette, en costume et boutons de manchette. Le poutinisme est un stéroïde politique tel que la propagande tente de construire son image dans l'imaginaire collectif, pour imposer l'image d'un chef puissant et dominateur. Pour Michael McFaul, ancien ambassadeur des États-Unis en Russie entre 2012 et 2014, « l'image de Poutine comme leader fort et de la Russie comme État fort – à la fois à l'intérieur et à l'extérieur – a joué un rôle clé dans la mystique de Poutine¹ ».

À défaut de pouvoir se hisser au niveau des États-Unis, de l'Union européenne (UE) ou de la Chine, le Kremlin cultive la représentation fantasmée de son pouvoir avec des images sur-dopées à l'idée de toute-puissance. Projeter une image éclatante du chef du Kremlin permet d'accroître ses

marges de manœuvre à l'intérieur du pays comme sur la scène internationale.

Le poutinisme n'est pas une idéologie éclairant le monde. On chante ses louanges, mais on ne récite pas ses préceptes. Et si on glorifie le chef, on n'enseigne pas sa théorie à l'école. Certains applaudissent sa maestria, d'autres adhèrent seulement à la légitimité de la coercition, à l'importance des traditions ou à la concentration du pouvoir. C'est bien peu pour constituer une idéologie que le Kremlin remplace par des mythes narrateurs.

Comme l'énonce, en effet, Vladimir Poutine devant la Douma, la chambre basse du Parlement russe, en mars 2020, une « verticale présidentielle forte est absolument nécessaire pour notre pays la Russie », qui suppose une « stabilité » du pouvoir « plus importante et prioritaire »² que l'alternance politique. Et pour le président russe, la situation économique et sécuritaire ne permet pas une alternance démocratique. Cette idée arbitraire, déterministe et autoréalisatrice est soutenue par des mythes qui sont autant de panneaux du village Potemkine : « grandeur nationale », « retour à la puissance », « *Novorossia* », « monde russe », « russophobie ». Le Dieu de cette mythologie se nomme « pouvoir fort ». Ces éléments de langage sont ensuite transmis aux médias officiels, aux « idiots utiles », et diffusés par la propagande sur les réseaux sociaux. En creux se dessine une peur bleue du pouvoir, qui préfère imposer une schizophrénie collective plutôt que de perdre le contrôle de la société.

La « grandeur nationale » est ainsi présentée comme un élément indissociable du pouvoir en place. Malgré des contenus médiatiques laudateurs et cocardiers, les indicateurs montrent que la Russie de Vladimir Poutine est en réalité à la traîne, malgré sa taille (plus de 17 millions

de km²), sa position de jonction entre la Chine et l'Europe, et ses colossales richesses naturelles. Le plus grand pays du monde possède les premières réserves mondiales de gaz (19,8 %), les deuxièmes en charbon (15,2 %) et les sixièmes en pétrole (6,1 %)³. Immense avantage stratégique sur son voisin chinois, la Russie est aussi quasiment autosuffisante en matières premières, disposant de fer, nickel, cuivre, étain, plomb, chrome, manganèse, platine, titane, tungstène, mais aussi diamants et or. Les forêts russes, enfin, représentent un cinquième du bois de construction de la planète et les terres arables, malgré un climat difficile, restent d'une superficie considérable⁴.

Pourtant, ces atouts ne sont pas transformés. Si la Russie peut se flatter d'être passée de 260 milliards de produit intérieur brut (PIB) en 2000 à 1 700 en 2019, la croissance a très fortement ralenti (1,3 % en 2019 contre 10 % du PIB en 2000). La forte dépendance liée aux énergies fossiles (15 % du PIB pour le gaz, autant pour le pétrole) reste d'autant plus inquiétante que ces secteurs concentrent beaucoup de pouvoir. Pis encore, au rythme actuel, les réserves d'hydrocarbures pourraient être épuisées dès 2044, dans moins de vingt-cinq ans⁵. Et la corruption massive handicape toute perspective d'amélioration. La Russie se situe en effet au 137^e rang mondial sur 180 des pays corrompus, avec un score de perception dans le secteur public de 28/100, à égalité avec le Liban ou le Liberia et derrière le Mexique ou le Mali⁶.

En termes de développement humain, le bilan n'est guère plus glorieux. Le revenu national brut par habitant s'élevait, en 2019, à 11 260 dollars, contre 35 721 dollars au sein de l'UE⁷. L'indice de développement humain place la Fédération de Russie au 49^e rang, derrière 31 pays européens

dont, fait notable, l'ensemble des anciens satellites d'URSS en Europe centrale et orientale qui ont rejoint depuis l'UE. L'espérance de vie reste en 2019 à 72,4 ans, quasiment dix ans de moins que les citoyens de l'UE, la Russie se classant à ce titre entre la Libye et le Bangladesh.

En matière de démographie, malgré les discours volontaristes affichés par Vladimir Poutine, la population stagne en queue de classement en termes de densité⁸. La vice-Première ministre russe, Tatiana Golikova, a elle-même expliqué à l'automne 2019 que la population déclinait « de façon catastrophique », tandis que les Nations unies ont calculé qu'elle pourrait même passer de près de 145 millions actuellement à moins de 100 millions avant la fin du siècle⁹.

Le fossé est donc énorme entre l'autoglorification du pouvoir et les résultats de sa gouvernance. Pour le chercheur britannique Mark Galeotti, les Russes investissent toujours plus dans les volets militaire et diplomatique de leur stratégie internationale, mais de manière disproportionnée au regard de leurs ressources réelles et au détriment du pays¹⁰.

La grandeur de la Russie justifierait un « retour à la puissance » de l'URSS. En apparence, cette idée fait sens : la Russie, plus grande entité d'URSS, a bénéficié de la transmission du siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, récupéré la majeure partie de l'Armée rouge et des armes nucléaires présentes en Biélorussie, au Kazakhstan et en Ukraine. Le droit international public ne reconnaît pas de retour à la puissance *ex ante*, qu'il s'agisse d'armements, de territoires, de ressources ou de populations. Ce mélange des genres entre *légalité* et *légitimité* autoproclamée est un marqueur typique du poutinisme qui revendique un droit supposé de retour à la puissance perdue.

Dans cette veine historiciste, le terme *Novorossia* resurgit. Sa mise à jour en 2014 vise à justifier l'amputation d'un État souverain, l'Ukraine, et la déstabilisation par un conflit sans fin dans sa partie orientale. « Je voudrais vous rappeler que ce qui était appelé *Novorossia* à l'époque tsariste – Kharkov, Louhansk, Donetsk, Kherson, Nikolaïev et Odessa – ne faisait alors pas partie de l'Ukraine¹¹ », affirme, impassible, Vladimir Poutine, après avoir expliqué : « J'ai entendu dire des résidents de Crimée qu'en 1991, ils ont été abandonnés comme un sac de pommes de terre¹². » Une telle logique, appliquée à l'ensemble du monde, engendrerait naturellement un immense désordre.

En utilisant ce terme de *Novorossia*, Vladimir Poutine ne cherche pas nécessairement à annexer l'ensemble de ces territoires, mais à projeter l'idée que Moscou *pourrait* les revendiquer. Une façon de délégitimer la souveraineté de l'Ukraine, par une technique poussive que l'on peut qualifier en anglais de *power politics* (« politique de puissance ») ou même de *political bullying* (« intimidation politique »)¹³. La remise à jour du concept de *Novorossia* a finalement fait long feu. La polémique s'est tue. Mais l'idée a été perpétuée fin 2019 au travers du terme *Prichernomorie*. Cité publiquement par Vladimir Poutine, il recouvre les plaines côtières du nord de la mer Noire, soit quasiment la même région¹⁴.

Le chef du Kremlin légitime sa politique de voisinage par la défense du *Rousskii mir* (« Monde russe ») dont Moscou porterait la responsabilité comme il n'a pas hésité à l'exposer à propos du sud-est de l'Ukraine : « La question essentielle est de savoir comment assurer les intérêts et droits légitimes des Russes ethniques et des russophones¹⁵. » La construction de ce mythe de populations russophones en danger en dehors de la Russie, gommant la distinction entre Russes

ethniques (*rousskii*) et citoyens russes (*rossiiskii*), permet de cultiver le flou dans les esprits quant aux « limites, à la fois territoriales et imaginaires, de l'État russe », justifiant ainsi un « nouveau type d'aventurisme géopolitique »¹⁶. Le président russe insiste sur l'idée de nation divisée, et met en avant la nécessité de restaurer l'unité d'une Russie mythique¹⁷. Ces calculs font pourtant fi des réalités subies localement par des populations qui vivent dans l'absence chronique de stabilité et la crainte de conflits incessants.

La notion de « russophobie », cabriole lexicale utilisée par Vladimir Poutine lui-même, induit que toute critique, tout commentaire qui n'irait pas dans le sens d'un *satisfecit* du pouvoir, confinerait au racisme antirusse. Hormis le fait que la société russe est d'une grande richesse ethnoculturelle, la critique des actions politiques d'un gouvernement n'induit aucunement la détestation du peuple qu'il gouverne. Au contraire, même. En quoi critiquer la légalité de l'annexion de la Crimée constitue-t-il une atteinte à Tchaïkovski ou Pouchkine ? Le concept de russophobie n'est en réalité rien d'autre que la fusion du président, de l'État, de la nation et de sa culture afin de proscrire toute critique. Pour Anton Shekhovtsov, chercheur associé au Swedish Institute of International Affairs, « le plus grand russophobe du monde n'est pas l'Occident, c'est le poutinisme. Poutine [...] pense que les Russes doivent être contrôlés, qu'ils ne méritent pas la démocratie, qu'ils ne peuvent pas se gouverner eux-mêmes, qu'ils créeraient juste le chaos partout »¹⁸.

PATCHWORK IDÉOLOGIQUE

L'historienne française Françoise Thom refuse l'idée selon laquelle le poutinisme serait un système idéologique : « Poutine n'a rien inventé. Il a récupéré des éléments slavophiles, des éléments provenant de la nouvelle droite européenne et les a greffés sur un substrat soviétique. La base est la haine du monde occidental libéral, des États-Unis surtout. [...] Comme les dirigeants soviétiques, il est prêt à mettre les Russes sur la paille pourvu qu'il réalise ses ambitions en politique étrangère¹⁹. » On l'aura compris, Vladimir Poutine n'est pas un idéologue, mais il sait jouer habilement avec des fragments idéologiques qui, cousus ensemble, forment un patchwork adaptable selon la situation. Un homme, Vladislav Sourkov, joue ici un rôle majeur.

Son visage est sympathique, souvent souriant. Son regard est perçant, voire menaçant. Celui qui est parfois surnommé le « Raspoutine de Poutine²⁰ » s'est imposé comme l'éminence grise du Kremlin jusqu'en 2020. La dimension autocratique et autoritaire du pouvoir russe, et la politique étrangère agressive, c'est lui. Il est l'architecte de la « verticale du pouvoir » et du concept de « démocratie souveraine », une démocratie dirigée comme autrefois on parlait de « démocraties populaires » en Europe de l'Est. Un souverainisme version droite dure – pas raciste mais ouvertement autoritariste. D'origine tchéchène, de son vrai nom Aslambek Doudaïev, il est le cofondateur du parti du pouvoir, Russie unie, et l'artisan des caractéristiques autocratique et autoritaire du poutinisme. Dans un roman publié sous nom de plume, il écrit qu'en Russie, « la criminalité et la corruption jouent le même rôle dans la construction sociale que

l'école, la police et la morale. Vouloir les éliminer mène au chaos²¹ ». Les jeunesses poutiniennes Nachi (« les nôtres »), une organisation d'endoctrinement nationaliste et de soutien à l'action du président russe, c'était aussi lui.

Vladislav Sourkov est chargé des relations avec « l'étranger proche ». Il intervient en Géorgie, pour régler notamment une crise après que le « président » de l'Abkhazie, tout juste reconnue indépendante par Moscou, a été chassé par la population locale. En Ukraine, il pilote la stratégie du Kremlin et fait la navette avec les chefs armés de l'Est lors des négociations internationales. Adeptes d'une grande Russie, il défend « l'expansion, comme la tendance naturelle de tout État digne de ce nom²² ». En février 2019, un an avant de quitter le Kremlin, le conseiller de Vladimir Poutine publie un texte retentissant, dans lequel il affirme que « la grande machine politique de Poutine commence tout juste à prendre de l'ampleur et se prépare à un travail long, difficile et décisif. Son plein régime est encore bien lointain²³ ».

Parmi les fragments idéologiques du poutinisme, le passéisme tient une place particulière, ce que l'historien Timothy Snyder nomme la « politique russe de l'éternité²⁴ ». Toujours sous-jacente mais récurrente, omniprésente même, la peur profonde, obsessionnelle, de la calamité : on retrouve en Russie cet effroi dans le langage des grandes catastrophes, du déluge biblique, des ruptures de l'ordre autoritaire, qui se termine invariablement par l'éloge des grands combats historiques qui ont réussi à restaurer l'autocratie.

L'exemple le plus pertinent – l'« événement zéro » du poutinisme en quelque sorte – remonte à la *Smuta*, ou « Temps des troubles », au tournant du XVI^e et du XVII^e siècle. Dans cette période marquée en Russie par l'inconsistance du pouvoir central au travers de dramatiques querelles de